

Le président Amin en était venu, pendant ce temps, à accuser publiquement la communauté asiatique de sabotage économique, lui reprochant d'ailleurs son refus de s'intégrer. Il avait d'autre part annulé les demandes de citoyenneté antérieurement présentées par 12,000 Asiatiques. Les pressions exercées sur cette communauté continuèrent et, lorsque le général publia, en août 1972, son ordre d'expulsion visant tout Asiatique n'ayant pas la qualité de citoyen, la population asiatique comptait moins de 50,000 personnes.

Au cours des trois mois suivants, quelque 45,000 Asiatiques quittèrent l'Ouganda. Outre les 25,000 qui émigrèrent en Grande-Bretagne et les 5,000 installés au Canada, environ 6,000 se dirigèrent vers l'Inde tandis que les autres se réfugiaient dans différents pays. En outre, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a organisé le transport dans des camps provisoires en Europe des quelque 4,000 Asiatiques apatrides demeurés au pays à l'expiration du délai fixé. Les Asiatiques qui quittaient ainsi l'Ouganda étaient autorisés à emporter 1,000 shillings (environ \$140) du pays, et il leur était interdit de vendre à titre privé ou de transférer les biens abandonnés en Ouganda. Les 2,000 Asiatiques qui sont restés en Ouganda ont reçu l'ordre de quitter les villes et de s'installer à la campagne.

On a grandement critiqué l'intervention du général Amin, tant pour des raisons humanitaires qu'économiques. Outre les facteurs les plus évidents d'ordre humanitaire, on a signalé que l'élimination de la classe commerçante du pays créerait un vide que les Ougandais autochtones pourraient difficilement combler à bref délai en raison de leur manque d'expérience et d'une pénurie de ressources financières, et que cette situation minerait la confiance accordée au régime au moment où l'économie ougandaise avait besoin de compétences et de capitaux étrangers.

En fait, la campagne soutenue d'africanisation a eu des répercussions sérieuses sur l'économie ougandaise. Le départ de la communauté asiatique a engendré une grave pénurie d'ouvriers spécialisés. Le commerce a régressé et les systèmes d'approvisionnement et de distribution ont été perturbés. A Kampala et dans les grandes villes, la plupart des boutiques et des petites entreprises ont fermé leurs portes. Le chômage a augmenté et l'importante source de devises étrangères provenant du tourisme s'est tarie. Les investissements étrangers ont presque disparu tandis que les dépenses militaires continuaient d'absorber un fort pourcentage des ressources. Cependant, si malencontreuse que cette

décision soit apparue du point de vue économique, à brève échéance tout au moins, elle n'en a pas moins été très populaire auprès des Africains en Ouganda.

L'ordre d'expulsion a été vite réprouvé par la plupart des pays du monde, surtout à cause du refus de M. Amin d'en prolonger la date limite du 8 novembre et de son application à des milliers d'Asiatiques titulaires de la citoyenneté ougandaise. Il était toutefois difficile aux leaders africains de commenter ces décisions. Diverses politiques d'africanisation avaient été instituées au Kenya et en Tanzanie ainsi que dans la plupart des pays du continent ayant depuis peu accédé à l'indépendance, avec l'encouragement et l'appui des populations africaines noires et, bien que tous ne fussent pas d'accord avec les méthodes employées par M. Amin, ses objectifs paraissaient louables dans tout pays où le contrôle d'une partie appréciable de l'économie nationale demeurait entre les mains d'étrangers ou de non-Africains. Toutefois, le racisme qui teintait les interventions du général Amin embarrassait aussi de nombreux Africains.

Le président Julius Nyerere, de Tanzanie, a exprimé cet embarras dans un discours prononcé le 21 août où il soulignait le problème humain créé par l'obligation faite à des milliers de gens de quitter soudain leurs foyers. Il a également replacé le problème dans un cadre africain en ajoutant: «Nous adoptons parfois, nous de l'Afrique, une attitude voulant qu'après avoir longtemps souffert nous-mêmes, il n'est que juste que d'autres souffrent et constatent ce qui en est. Mais, poursuivait-il, tous les pays africains peuvent être appelés à justifier les décisions prises par les gouvernements ou les régimes d'autres pays africains libres».

Réaction canadienne

Le 24 août, le premier ministre Trudeau a qualifié l'ordre d'expulsion de geste «que nous déplorons et que nous regrettons», et il a annoncé que le Canada accueillerait un certain nombre d'Asiatiques brusquement forcés de quitter l'Ouganda. On dépêcha à Kampala un groupe de fonctionnaires canadiens afin de hâter l'étude des demandes d'immigration, et on nolisa des avions commerciaux pour transporter au Canada les candidats admissibles. L'opération s'est terminée le 8 novembre. On avait délivré des visas à plus de 6,000 personnes et, dès le 1er décembre, près de 5,000 d'entre elles étaient déjà rendues au pays. La plupart étaient membres des professions libérales, entrepreneurs ou hommes d'affaires et, le 5 décembre, le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration,